

**Message à la Nation du Président de la République,
Chef de l'Etat
A l'occasion du Nouvel An**

Gabonaises, Gabonais,

Mes chers compatriotes,

Au moment où s'écoulent sur le sablier du temps les dernières heures de l'année 2017, je viens vous souhaiter à chacune et à chacun, sur le territoire national ou en expatriation, au nom du gouvernement, au nom de ma famille et en mon nom propre, mes chaleureux et sincères vœux de santé, de bonheur et de réussite.

J'associe à ces vœux toutes les communautés étrangères vivant avec nous en parfaite harmonie et dans le respect de nos lois et institutions. A ceux-là que le Président Léon Mba appelait les Gabonais d'adoption, j'apporte le salut fraternel du peuple gabonais, attaché à la paix et à l'amitié entre les peuples, malgré le geste ignoble d'un fanatique, il y a quelques semaines, au village artisanal de Libreville.

En cette période de fêtes, je vous souhaite le meilleur sur le plan personnel.

Mes chers compatriotes,

Je voudrais vous rappeler qu'il n'y a véritablement de destin que collectif. **Nous sommes une Nation, une et indivisible.** Ce socle, il nous faut le consolider. Or, il faut dire la vérité, durant l'année écoulée, ce qui nous sépare a eu tendance à prendre le pas sur ce qui nous unit.

Cela, je ne le tolérerai jamais. Je suis déterminé à tout mettre en œuvre pour raffermir notre unité, retrouver notre cohésion.

La cohésion, mes chers compatriotes, c'est, en tant que Président de la République, mon ambition pour le Gabon.

C'est également le maître-mot de mon action. Pour être probante, cette notion de cohésion doit être à la fois concrète et globale, c'est-à-dire concerner tous les domaines qui touchent à la vie quotidienne des Gabonaises et des Gabonais. La cohésion, notre cohésion, doit donc à la fois être politique, économique et sociale, territoriale et environnementale.

La cohésion politique, c'est ce à quoi nous nous sommes évertués en 2017 à travers un dialogue inclusif qui a rassemblé la quasi-totalité du spectre politique et de larges pans de la société civile.

Dialoguer pour régler nos différends et parvenir à un consensus : c'est ce à quoi nous avons abouti.

Cela a donné lieu à la nomination, en août dernier, d'un gouvernement d'ouverture. Mais également à une série de mesures d'ordre institutionnel, dont certaines ont vocation à être intégrées

dans notre Constitution. Des mesures destinées à rénover et améliorer le cadre de l'action publique.

Ce sont-là des dispositions essentielles qui trouvent leur justification dans la nécessité de consolider notre cohésion sur le plan politique.

De ce point de vue, 2018 sera une année capitale.

En effet, des élections législatives seront organisées. Elles seront décisives à plusieurs égards.

D'abord, pour permettre de dégager une majorité claire au sein de l'Assemblée nationale. Ensuite, ai-je besoin de vous le rappeler, parce que notre pays est une démocratie.

Or, en démocratie, la compétition a lieu, non dans les rues, mais dans les urnes dont il faut toujours respecter le verdict. C'est fondamental.

Ensuite, c'est à travers les députés que les citoyens sont représentés.

Cette architecture, c'est celle de notre démocratie. Il faut donc la respecter et non tenter, à tout propos, de la déstabiliser.

En 2018, je vous invite donc à vous exprimer.

A vous exprimer, comme dans toute démocratie digne de ce nom, avec un bulletin de vote, quel qu'il soit. Un geste simple, normal, qui signifie beaucoup pour notre pays : celui de sa vitalité démocratique et de sa cohésion politique pleinement retrouvée.

Pour nécessaire qu'elle soit, notre cohésion ne saurait être exclusivement politique. Pour être pleine et entière, elle doit également être économique et sociale.

On touche là, mes chers compatriotes, à ce qui fait le quotidien des Gabonaises et des Gabonais. Aux préoccupations de la vie de tous les jours : l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, le pouvoir d'achat, les retraites...

Le Gabon a une chance, celle d'avoir une population jeune. Cela, en tant que gouvernants, nous oblige encore davantage.

D'abord, en matière d'emploi. **L'emploi, qui est mon absolue priorité.**

Nulle cohésion sociale n'est possible dans un pays miné par le chômage. C'est pourquoi nous avons mis en œuvre une série de programmes destinés à favoriser l'emploi, en particulier l'emploi des jeunes...

Mais il nous faut aller plus loin.

C'est pourquoi, en 2018, j'ai décidé la mise en œuvre urgente d'un certain nombre de mesures clés, telle que la mesure d'exonération temporaire de cotisations sociales pour toute création nette d'emploi à compter du 1er janvier 2018. Cette mesure sera réservée à l'embauche dans tous les secteurs d'activités de Gabonaises et de Gabonais. Elle devra permettre de créer 10 000 emplois nouveaux par an.

Pour ce faire, l'employeur bénéficiera des avantages suivants : 50% d'exonération de charges sociales à la première embauche ; 75% à la deuxième embauche ; 100% à partir de la troisième embauche.

Et pour préparer notre jeunesse aux emplois de demain, il faut avoir un système d'éducation et de formation adapté. L'économie mondiale est en effet de plus en plus une économie de la connaissance.

Soyons honnêtes : sur ce plan, nous avons de gros efforts de rattrapage à faire. C'est pourquoi j'ai décidé qu'en 2018, nous mettrions les bouchées doubles. C'est ainsi que les collèges et les lycées seront dotés de salles informatiques disposant d'une connexion internet de qualité. Pour être précis, à compter du mois de mars 2018, **94 écoles du secondaire seront dotées de 30 ordinateurs chacune, ainsi que d'une connexion internet.**

Ce programme s'inscrit parfaitement dans le volet « Gabon Numérique » du PSGE et **permettra la mise à disposition de nouveaux outils pédagogiques pour améliorer l'apprentissage des élèves.** Les collégiens et lycéens seront ainsi sensibilisés aux fonctionnalités et aux applications de l'outil informatique. Ils seront mieux à même d'appréhender un monde en pleine mutation digitale.

Par ailleurs, j'annonce également un **vaste plan de rénovation des écoles primaires sur l'ensemble du territoire.** Un projet qui vise une véritable remise à neuf des établissements avec des travaux qui seront réalisés sur les aspects aussi bien esthétiques que pratiques et

sécuritaires : réseaux électriques, plomberie, toitures, menuiseries, peintures...

L'objectif est d'améliorer les conditions d'éducation des élèves sur l'ensemble du territoire, mais aussi d'offrir une activité économique aux entreprises locales à qui les travaux devront être réservés.

Au total, 92 écoles de la capitale, Libreville, et 697 écoles dans les neuf provinces seront concernées.

Enfin, car l'éducation est une priorité fondamentale, j'annonce également la **finalisation du programme de fourniture des tables-bancs pour l'ensemble des établissements scolaires du pays.**

Une commande de **170 000** pièces a été passée par l'Etat en 2016 : **90 000** ont été produites et livrées. En 2018, **80 000** autres devront l'être. Ce projet vise à **améliorer les conditions d'éducation de la jeunesse et à accroître le taux d'alphabétisation du pays.**

Mes chers compatriotes,

La vitalité d'un pays dépend de la santé de sa population. C'est pourquoi, en 2018, nous allons intensifier notre action dans ce secteur qui, pour moi, est également prioritaire.

Ici aussi, 2018 devra être synonyme de concret.

Je vous annonce donc la **mise en place d'un réseau de cliniques mobiles dans chacune des provinces du Gabon** afin de permettre une meilleure couverture sanitaire à l'échelle du pays et l'accès aux soins de base pour les plus démunis. Ce réseau sera constitué d'une flotte de bus médicalisés, de type 4X4, disposant de l'équipement nécessaire pour réaliser des soins d'urgence et de base : espace de consultation, table d'examen gynécologique, mini-laboratoire ou encore matériel ophtalmologique.

A cela s'ajoute un **programme de gratuité des frais d'accouchement sur toute l'étendue du territoire national à compter du premier trimestre 2018**. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la décennie de la femme et vise non seulement à réduire le taux de mortalité infantile mais aussi à soulager les familles face aux dépenses, souvent lourdes, liées à la naissance d'un bébé.

En 2018, nos aînés ne seront pas non plus oubliés car il est illusoire de prétendre construire notre futur sans honorer notre passé. Nos aînés sont, à juste titre, attachés à leurs retraites. A leurs yeux, elles sont importantes car elles leur permettent de vivre décemment. Mais elles sont aussi précieuses pour notre Nation en ce qu'elles sont le symbole de la cohésion intergénérationnelle : l'activité des uns permettant de payer les pensions des autres, et ainsi de suite.

Il faut donc tout faire pour adapter le système, le moderniser afin de le rendre pérenne.

Enfin, les services de base. Ici aussi, je serai très concret.

La lumière d'abord, avec **l'installation de lampadaires solaires photovoltaïques dans les zones rurales et dans certaines villes présentant des insuffisances en matière d'éclairage public.**

D'ici mars 2018, 5 000 lampadaires solaires seront déployés sur tout le territoire national, en fonction des besoins préalablement identifiés. Ce projet vise non seulement à **réduire le taux d'insécurité** dans nos villes et dans nos campagnes, mais aussi à **redynamiser certains quartiers.**

L'eau, ensuite. **Des puits équipés de pompe à eau seront installés dans chaque regroupement de villages à travers le pays.** L'accès à l'eau étant une nécessité universelle, l'Etat s'engage à poursuivre ses efforts afin de permettre aux populations de bénéficier d'une eau potable à proximité de leurs lieux d'habitation.

Ce projet permettra de lutter efficacement contre toutes les pathologies liées à la consommation d'eau impropre et de garantir une certaine équité entre tous les Gabonais dans l'accès à ce bien vital.

Dès le premier trimestre 2018, les 925 regroupements de villages recensés sur le territoire national pourront ainsi bénéficier de cet équipement vital, indispensable à l'amélioration de la vie quotidienne des populations.

Je terminerai ce chapitre en évoquant deux points essentiels à l'affermissement de notre cohésion sociale. Le premier, c'est **« l'égalité des chances ».** Chacun doit être promu suivant ses **compétences, indépendamment de tout autre critère.**

J'entends bâtir une société de la méritocratie. C'est une question de justice sociale, mais également d'efficacité, d'efficacité collective.

Le second point que je souhaite mentionner, c'est « **la réforme de l'Etat** ». Vous l'avez constaté, notre Etat se modernise à marche forcée.

Nous y sommes obligés du fait de la situation économique. Mais j'y vois surtout une opportunité : celle de bâtir un Etat moderne, agile, stratège, plus efficace dans l'accomplissement de ses missions au service de l'intérêt général, au service des Gabonaises et des Gabonais.

Nos compatriotes ne sont pas satisfaits de leur administration, dont ils voudraient voir l'efficacité s'améliorer. Il nous faut ensemble repenser et revaloriser le rôle du fonctionnaire, dans l'optique d'une plus grande proximité de l'administration avec les préoccupations des usagers.

C'est la raison pour laquelle, en 2017, j'ai procédé à de nouvelles nominations à la tête de nos administrations.

Avec des profils différents : plus de jeunes, plus de femmes, plus de personnes issues de la société civile. L'objectif est d'être toujours plus efficace. Pour cela, l'organisation, mais également l'état d'esprit au sein de l'administration doit être sensiblement renouvelée.

Mes chers compatriotes,

La cohésion doit donc être politique, économique et sociale. Mais elle doit également être territoriale.

Notre pays compte neuf provinces et tous les départements. Tous sont particuliers, singuliers. Cette diversité est une richesse qu'il nous faut valoriser. Une mesure efficace dans telle localité, ne l'est pas forcément dans telle autre, et inversement.

Un Etat moderne, c'est aussi un Etat décentralisé. Pourquoi ? Parce que c'est au plus près du terrain, auprès de ceux qui connaissent les réalités locales que se prennent les décisions les plus pertinentes.

Nous pouvons, en tant que Nation, partager un même et unique but. Mais les moyens pour y parvenir peuvent être, dans chaque département, différents. Car nous n'avons pas exactement la même histoire, ni les mêmes atouts.

Le respect et la mise en valeur de cette diversité sont gage de notre cohésion territoriale. C'est pourquoi, j'ai décidé en 2018, **la création d'un Fonds d'Initiative Départementale (FID) dans chacun des départements du pays afin de financer les projets de développement à la base et offrir à chaque département plus d'autonomie.** Ces fonds seront dédiés au financement de projets communautaires dans chaque département, dans l'optique d'améliorer la qualité de vie des populations et de dynamiser le développement économique local.

Chaque fonds départemental sera doté d'un **budget annuel d' un milliard de FCFA** et sa gestion sera assurée par le gouvernorat de chaque province, en concertation avec les collectivités locales et conseils départementaux.

Mes chers compatriotes,

Notre cohésion politique, notre cohésion économique et sociale, notre cohésion territoriale ne peuvent être pleines et totales sans cohésion environnementale. J'aurais peut-être d'ailleurs dû commencer par-là tant la question de l'environnement est fondamentale, vitale même pour la survie de l'espèce humaine.

La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, si nocifs pour notre planète, la lutte contre les changements climatiques sont, en réalité, les combats les plus rudes de ce siècle. Des combats que nous devons mener de façon acharnée.

Ces combats, bien entendu, se mènent à l'échelle mondiale.

Raison pour laquelle j'ai plaidé, durant toute l'année 2017, comme je l'avais fait en 2016, aux quatre coins du monde, que ce soit à New York en septembre ou à Paris en décembre, pour la mise en œuvre effective des Accords de Paris sur le climat.

Dans ce combat mondial, le Gabon a toute sa place. Notre pays est, internationalement, reconnu comme étant à la pointe de ce combat. Cette reconnaissance a valu au Gabon d'être désigné à la tête du CAHOSCC.

Cela est dû à la fois à l'exemplarité de notre pays dans la lutte contre les changements climatiques, comme en témoigne la transcription rapide dans notre droit de l'Accord de Paris, mais aussi, plus récemment, **le don de 500.000 dollars** que nous avons fait en faveur de l'Initiative Africaine sur l'adaptation aux changements climatiques.

Mes chers compatriotes,

Dans la nouvelle donne écologique mondiale, certains ne voient que des contraintes. J'y vois plutôt des opportunités pour notre pays, qui est riche d'un capital environnemental, forestier en particulier, quasi-unique au monde. Aujourd'hui, c'est un atout qu'il nous faut valoriser.

Il y a des modèles économiques à créer, des dizaines de filières vertes à structurer, une agriculture respectueuse de l'environnement à développer avec, à la clé, des milliers d'emplois, des emplois durables.

Notre pays est bien placé pour accompagner cette révolution verte. Nous pouvons, nous devons rendre compatible l'activité humaine à notre environnement. C'est l'objectif que je me suis fixé. Et ensemble, tous ensemble, nous relèverons le défi.

Mes chers compatriotes,

Au terme de ces vœux et à l'aube de cette nouvelle année, avant de vous laisser retrouver vos familles et celles et ceux qui vous sont

chers, je tenais à vous rappeler que **nous sommes tous, ici au Gabon, les membres d'une même famille**. Et ce qui caractérise une famille, c'est **l'union et la cohésion**.

C'est pourquoi, vous l'aurez compris, j'entends faire de 2018 une année de cohésion. De cohésion à la fois politique, socio-économique, territoriale et environnementale, pour notre pays.

Mais j'entends également faire de **2018 une année marquée du sceau de l'efficacité**. Car, vous l'aurez observé, les mesures que j'ai détaillées, et qui toutes ont pour ambition d'améliorer les services à la population à travers des actions à mise en œuvre rapide et à fort impact social, n'ont pas vocation à produire leurs fruits dans cinq ans, ni même dans trois ans. **Elles doivent avoir un impact immédiat, dans l'année qui vient, autrement dit en 2018**.

C'est donc **un changement radical de gouvernance** que j'entends mettre en œuvre et qui s'appuie lui-même sur un changement radical de méthode. Nous ne pouvons plus, en effet, nous offrir le luxe d'attendre. Les méthodes doivent évoluer. L'heure est au pragmatisme, l'heure est au concret. Et je ne tolérerai plus aucun retard, ni obstacle dans la mise en œuvre de ces projets.

Mes chers compatriotes,

Notre Etat doit être efficace. Mais il doit aussi être fort. Fort dans ses missions régaliennes, en particulier celle qui consiste à assurer la sécurité de nos concitoyens et de toutes les personnes présentes sur notre sol.

Nous vivons, hélas, dans un contexte mondial marqué par la violence et le terrorisme.

Je ne transigerai pas sur la sécurité des Gabonais. Je ne transigerai pas sur la sécurité de celles et ceux que nous accueillons sur notre territoire.

Et à ceux qui, étrangers ou nationaux, seraient tentés de nous conduire sur des chemins que notre vivre ensemble réprouve, **notre réponse ne souffrira d'aucune hésitation : elle sera impitoyable.**

Le Gabon a toujours été un havre de paix, un exemple de coexistence pacifique et heureuse entre les différentes religions. **Tant que je serai Président, je vous prie de croire qu'il le restera.** Je ne tolérerai ni violence ni intolérance. Sur ce sujet comme sur d'autres, je serai intraitable.

Mes chers compatriotes,

Entendez bien ce message : l'heure est aux réalisations. C'est donc une nouvelle étape, une nouvelle ère, dirais-je même, de la gouvernance publique que je compte bien mettre en œuvre dès 2018.

Une année 2018 qui sera celle de l'action et de la cohésion. Une année 2018 qui doit nous mettre sur la voie d'un développement véritable, équitable et durable.

Encore une fois, je ne saurais conclure mon propos sans avoir une pensée émue, une pensée particulière pour nos forces de défense

engagées pour le maintien de la paix et pour toutes celles et ceux qui souffrent, que ce soit de la maladie, de l'exclusion ou de la solitude.

Ils méritent notre fraternité, ils méritent notre solidarité. L'année qui vient devra, grâce à notre action, leur être moins pénible, leur être plus agréable.

Encore une fois, je souhaite, à chacune et à chacun d'entre vous, le meilleur pour l'année 2018.

Que Dieu protège notre beau pays !

Vive la République pour que vive le Gabon !